

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Périgny, le 05/01/2026

ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MINOTERIE COOPERATIVE DE COURCON

17 Rue de la Minoterie
17170 Courçon

Références : 0007203633/2025/662
Code AIOT : 0007203633

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/09/2025 dans l'établissement MINOTERIE COOPERATIVE DE COURCON implanté 17 Rue de la Minoterie 17170 Courçon. L'inspection a été annoncée le 10/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite réalisée dans le cadre du suivi de l'arrêté de mise en demeure du 11/02/2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MINOTERIE COOPERATIVE DE COURCON
- 17 Rue de la Minoterie 17170 Courçon
- Code AIOT : 0007203633
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La minoterie de Courçon est une société coopérative agricole qui exerce les activités suivantes :

- Opérations de stockage, séchage, manutention, conditionnement, chargement et expédition de grains et produits dérivés ;
- Opérations de transformation d'une partie du blé collecté pour la production de farine ;
- Mise à disposition de produits d'approvisionnement (engrais, aliments pour animaux, produits agro pharmaceutiques...).

Construite en 1927, la société Minoterie de Courçon a été créée en 1935 puis est devenue la Minoterie Coopérative de Courçon en 1936. Chaque année environ 25% de la collecte est écrasée dans le moulin.

Le 18 février 2021 un incendie s'est déclaré dans le bâtiment de la minoterie qui a eu pour conséquence la destruction du bâtiment avec les différents équipements de cette activité de fabrication de farine.

Suite à cet incendie, l'exploitant a fait le choix de reconstruire le bâtiment en lieu et place de l'ancien bâtiment avec de nouveaux équipements de production de farine. Avec ces nouvelles machines de mouture, cette activité est classée au régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2260-1 (Puissance totale des installations : 700 kW).

L'exploitant a déposé un dossier d'enregistrement avec l'actualisation de la situation administrative du site en juillet 2022.

Suite à l'instruction de l'inspection et la présentation en CODERST, le site a fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'enregistrement du 20/12/2022 pour l'exploitation d'une activité de fabrication de farine au titre de la rubrique 2260-1a.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avari(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Surveillance de l'installation et formation du personnel.	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 21	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Installations électriques, éclairage et chauffage.	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 16	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
3	Prévention et moyens de lutte contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 16/02/2025, article 1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
4	Prévention et moyens de lutte contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 11/02/2025, article 1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection considère que l'ensemble des points de non-conformité ayant fait l'objet de l'arrêté de mise en demeure du 11/02/2025 ont été levés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance de l'installation et formation du personnel.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de l'accès et surveillance de l'installation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/11/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>L'exploitation se fait sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques de l'installation et aux questions de sécurité.</p> <p>Toutes dispositions sont prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès aux installations (par exemple : clôture ou panneaux d'interdiction de pénétrer ou procédures d'identification à respecter).</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis à l'inspection les fiches de postes du moulin sur lesquelles sont indiquées les noms des responsables assurant l'exploitation et la surveillance des installations de la minoterie.</p> <p>L'accès au bâtiment de la minoterie est uniquement autorisé au personnel possédant un badge d'accès.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : sans objet
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Installations électriques, éclairage et chauffage.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, vérification des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/11/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.</p> <p>Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité</p>

équivalent.
Constats : Suite à la dernière visite d'inspection du 25/11/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection le suivi des actions correctives justifiant de la réalisation des travaux de mise en conformité des écarts notifiés sur le dernier rapport de vérification annuel Q18 des installations électriques. Selon ce document les travaux de mise en conformité ont été réalisés par les sociétés Allez et Cie et SERA.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : sans objet
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention et moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/02/2025, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée : L'exploitant se met en conformité avec les prescriptions suivantes de l'arrêté ministériel du 20 décembre 2022 : <ul style="list-style-type: none"> • article 2.2.1 - délai 3 mois, en mettant en place dans le respect des consignes établies, une colonne sèche dans la tour de manutention du silo béton dédié au premier nettoyage des grains ; [...] L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments justifiant de la réalisation des actions correctives permettant de respecter les articles sus-mentionnés. [...]
Constats : La visite a permis de constater la mise en place d'une colonne sèche dans la tour de manutention du silo béton dédié au premier nettoyage des grains, permettant d'atteindre le point le plus haut du silo et les différents étages de la tour de manutention (présence des raccords pompiers à chaque étage). Ce point a été proposé par l'exploitant comme mesure compensatoire dans le cadre de la demande d'aménagement de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 22 octobre 2018 pour ne pas mettre en place de RIA dans le bâtiment de la minoterie. Au regard de ce constat, l'inspection propose à M. le Préfet la levée de la mise en demeure.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Prévention et moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/02/2025, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/11/2024

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

Prescription contrôlée :

L'exploitant se met en conformité avec les prescriptions suivantes de l'arrêté ministériel du 20 décembre 2022 :

[...]

- article 2.2.1 - délai 6 mois, en mettant en place dans le respect des consignes établies, un système de détection automatique d'incendie avec report d'alarme exploitable rapidement. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du système retenu pour ces dispositifs de détection ainsi que de son dimensionnement. La transmission de l'alarme se fait y compris hors des heures d'exploitation vers les portables du personnel d'astreinte afin notamment d'alerter les services d'incendie et de secours et de leur permettre l'accès.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments justifiant de la réalisation des actions correctives permettant de respecter les articles sus-mentionnés.

[...]

Constats :

La visite a permis de constater la mise en place d'un système de détection automatique d'incendie avec report d'alarme exploitable rapidement dans l'ensemble du bâtiment de la minoterie et dans le silo béton dédié à cette activité.

L'exploitant a fourni les justificatifs des travaux de mise en service (Via le bureau d'étude Cabinet Bourbon) ainsi que la formation du personnel concerné (9 personnes) réalisée par la société AVISS (PV de formation à l'exploitation du SSI en date du 25/09/2025 ref. 3444RT93522).

Ce point a été proposé par l'exploitant comme mesure compensatoire dans le cadre de la demande d'aménagement de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 22 octobre 2018 pour ne pas mettre en place de RIA dans le bâtiment de la minoterie.

Au regard de ce constat, l'inspection propose à M. le Préfet la levée de la mise en demeure.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure